

Avis adopté

Séance plénière du 24 mars 2026

La gouvernance internationale face aux enjeux de la gestion durable de l'eau

Santé & citoyenneté

L'eau est aujourd'hui au cœur de la plupart des crises, qu'elles soient géopolitiques, ou climatiques. C'est quatre personnes sur dix touchées par la pénurie d'eau et c'est d'abord à travers l'eau que la plupart des populations ressentiront les impacts du changement climatique. Derrière la question de l'eau se joue aujourd'hui des équilibres majeurs pour l'humanité.

Les conséquences multifactorielles du manque ou de la non-qualité de l'eau sur la santé, l'agriculture, l'énergie, le climat, la biodiversité peuvent être dramatiques en particulier pour les populations les plus vulnérables.

Bien que le droit à l'eau soit un droit reconnu par les Nations Unies, l'ODD6 visant, en 2030, la garantie d'un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement est loin d'être atteint !

Le projet d'avis recommande de prolonger son calendrier. Sans contester cette nécessité, nous regrettons ce retard qui pénalisera les populations concernées.

A cette menace, s'ajoute un financement en baisse et drastique de l'aide humanitaire et des investissements d'infrastructures d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau. En ce sens, le groupe S&C soutient les préconisations 12, 13 et 14, qui invitent à un plus grand respect des engagements pour la mise en œuvre de l'ODD6 et à renforcer le volet financier indispensable à la réalisation de ces objectifs.

Enfin, le groupe S&C salue la démarche de la commission AEI et des rapporteurs d'avoir intégré le travail de la DDFE. Ce travail rappelle d'une part, les inégalités de genre particulièrement marquées en matière d'accès à l'eau potable et d'autre part, la nécessaire prise en compte du renforcement du pouvoir d'action des femmes dans la gouvernance de l'eau.

Avec ce projet d'avis, les organisations du CESE se mobilisent pour apporter leur contribution aux négociations de la future Conférence des Nations Unies sur l'eau.

Le groupe S&C a voté l'avis.